

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI

Société Anonyme au capital de 8 155 785 €
Siège social : 5 rue André Lardy - 97 438 Sainte Marie - La Réunion
313 886 590 - RCS Saint-Denis de la Réunion

Comptes sociaux au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2026.

I. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 29a - 30	-	-
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29a - 30	62 577	114 710
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29a - 30	322 854	305 370
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 - 18	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	15 - 18	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	16 - 29a	0	-
Parts dans les entreprises liées	16 - 29a	-	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	241 464	229 189
Location simple	17 - 26a	10 540	12 964
Immobilisations incorporelles	18	31	95
Immobilisations corporelles	18	635	747
Capital souscrit non appelé non versé		-	-
Autres actifs	19	911	1 873
Comptes de régularisation	20	11 747	10 114
Total de l'actif		650 760	675 062

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29a - 30	581 801	607 266
A vue		65 909	113 493
A terme		515 892	493 773
Opérations avec la clientèle	22 - 29a - 30	610	200
A vue		610	200
A terme		-	-
Dettes représentées par un titre	23 - 29a - 30	-	-
Autres passifs	24	10 414	8 476
Comptes de régularisation	25	12 682	10 398
Provisions pour risques et charges	26	9 440	8 549
Dettes subordonnées	27 - 29a - 30	23 055	20 169
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG	28	12 757	20 004
Dont Capital souscrit		8 156	8 156
Dont Primes d'émission		22 593	22 593
Dont Réserves		935	935
Dont Report à nouveau		-11 679	-7 371
Dont Résultat en attente d'approbation		-	-
Dont Résultat de l'exercice		-7 247	-4 308
Total du passif		650 760	675 062

Hors bilan	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	22 715	21 786
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-

Dont participations	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	22 715	21 786
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	22 715	21 786
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	118 814	112 251
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	118 814	112 251
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	118 814	112 251

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	02	19 322	22 523
Intérêts et charges assimilées	02	-11 660	-8 620
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	99 564	103 066
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-79 783	-77 624
Produits sur opérations de location simple	03	4 523	4 737
Charges sur opérations de location simple	03	-4 075	-4 284
Revenus des titres à revenu variable	04	-	-
Commissions (produits)	05	2 829	2 882
Commissions (charges)	05	-7 710	-7 486
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	07	1 512	2 921
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-4 972	-17 726
Produit net bancaire		19 551	20 388
Charges générales d'exploitation	08	-20 342	-28 296
Charges de personnel		-5 699	-12 228
Autres frais administratifs		-14 643	-16 067
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-299	-297
Résultat brut d'exploitation		-1 090	-8 205
Coût du risque	09	-6 178	3 878

Résultat d'exploitation		-7 268	-4 327
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	21	19
Résultat courant avant impôts		-7 247	-4 308
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-7 247	-4 308

III. — Affectation du résultat

Constatant que l'exercice 2025 se solde par un résultat déficitaire de 7 246 941,73 euros et que la réserve légale est pleinement constituée, l'Assemblée générale décide d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau ».

Ainsi, le compte « Report à Nouveau » sera établi à - 18 926 060,33 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relative à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

- Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2021, l'assemblée générale annuelle du 31 mai 2022 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » ;
- Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2022, l'assemblée générale annuelle du 31 mai 2023 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau ».
- Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2023, l'assemblée générale annuelle du 30 mai 2024 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » ;
- Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2024, l'assemblée générale annuelle du 30 mai 2025 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau ».

Nous vous informons que la Société a supporté une charge de 42 373 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de SOREFI S.A. au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

SOREFI présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2025 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. – Exécution de l'accord collectif portant rupture conventionnelle

Au terme d'une négociation engagée en mai 2024, la direction de la SOREFI et les organisations syndicales représentatives de la société ont signé, le 29 août 2024, un accord portant rupture conventionnelle collective au sein de SOREFI, étant précisé que 23 salariés sont partis dans le cadre de cette rupture conventionnelle collective au plus tard le 31 mars 2025.

2. – Projet de transformation de la société mère My Money Bank S.A.

Le groupe CCF a initié en décembre 2024 un processus d'information-consultation des instances représentatives du personnel (« Comité Social et Economique » ou « CSE ») concernant My Money Bank SA et relatif à un projet de transformation. Ce projet s'inscrit dans la stratégie du Groupe, visant à le repositionner comme la banque patrimoniale de référence en France et à renouer avec une croissance pérenne et durable. Il vise à restaurer durablement la compétitivité du Groupe sur les marchés de la banque de financements spécialisés, garantissant ainsi son développement à long terme. Ce processus d'information/consultation s'est achevé par la signature le 25 juin 2025 avec le CSE d'un accord définissant les mesures d'accompagnement du projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Cet accord prévoit notamment des mesures d'accompagnement telles que des indemnités de départ pour les salariés quittant l'entreprise, des congés de reclassement (période de dispense d'activité rémunérée) et des possibilités de départ en retraite anticipée. Cet accord a été validé par la direction du travail (DRIETS) en août 2025.

Le PSE prévoit le départ d'environ 180 salariés de My Money Bank.

Ce PSE s'organise autour de trois vagues de départs échelonnées entre le troisième trimestre 2025 et fin 2026. Chacune de ces trois vagues comprend une phase de départ sur base volontaire, puis une vague de départs contraints. La première de ces trois vagues de départs s'est déroulée entre septembre et décembre 2025, période pendant laquelle les collaborateurs éligibles ont pu notamment signaler leur intérêt pour un départ volontaire aux conditions proposées par le PSE, leur candidature étant ensuite examinée et validée (ou non) par la commission économique.

Une provision pour restructuration de 45 millions d'euros a été comptabilisée dans les livres de My Money Bank.

3. – Opérations de refinancement

SOREFI est refinancée à travers des prêts intragroupes souscrits auprès de MMB S.A. Le montant des emprunts de SOREFI auprès de MMB au 31 décembre 2025 s'élève à 501 millions d'euros.

4. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-Carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont SOREFI fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les Doms).

5. – Opérations de cession de créances au cours de l'année 2025

Au cours de l'année 2025, la société Sorefi a réalisé trois opérations de cession de créances d'encours douteux pour un montant total de 6,2 M€. Ces opérations s'inscrivent dans le contexte de « Forward Flow » contractualisées avec EOS

Changement de méthode comptable

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de SOREFI S.A. au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100 %.

Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du Groupe CCF, la société SOREFI S.A. émet une balance générale en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. Le tableau 14b décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels et les rachats de crédit ;

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail Mobilier ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au règlement de l'ANC 2014-07, Livre II, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOREFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement ANC 2014-07, Livre II, titre II relatif au risque de crédit. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit à la suite d'un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Ces créances restructurées incluent les reports d'échéances liés à la crise sanitaire de 2020.

Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- Créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2025, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Le portefeuille titres de SOREFI est classé à la fois d'après la nature des titres, les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession, la nature des gains attendus et de la réglementation comptable.

La SOREFI identifie dans son système d'information comptable, dès leur réalisation, en date de règlement-livraison et quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent, les opérations sur titres selon qu'elles concernent les activités correspondant aux catégories suivantes :

- Titres de transaction : Titres acquis sur un marché actif avec l'intention de les revendre à court terme.
- Titres d'investissement : Titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée et avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.
- Titres de placement : Tous les autres titres qui ne sont pas inscrits parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement.
- Autres titres à long terme : Investissement réalisé sous forme de titres, en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.
- Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Titres de sociétés appartenant au groupe et qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus et/ou représentant plus de 10 % des droits de vote dans le capital.

Les titres à revenu fixe sont enregistrés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres est différent à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Au 31/12/2025, La SOREFI détenait 2 actions de la SOMAFI-SOGUAFI comptabilisées en titres de participation et parts dans les entreprises liées pour une valeur de 313 euros.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en février 2025 pour 250 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC).

Le coupon est fixé à 5 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris. Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date). Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conditions de la subordination

Pour l'AT1 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions sont plus juniors).
- Paiement du coupon discrétionnaire (à la main de l'émetteur).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 5,125 %, auquel cas l'AT1 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Pour le Tier 2 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions et l'AT1 sont plus juniors).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 7 %, auquel cas le Tier 2 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du règlement ANC 2014-07.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOREFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant (MERCER).

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2025 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

Le groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,89 % au 31 décembre 2025 versus 3,40 % au 31 décembre 2024) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle. Les autres données et hypothèses restent inchangées par rapport aux calculs au 31 décembre 2024.

Impôt sur les bénéfices

Depuis le 1^{er} janvier 2018, une intégration fiscale a été mise en place avec la société CCF Holding (ex Promontoria MMB) comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

Evènements postérieurs à la clôture

Guerre au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, le Groupe CCF suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOREFI sont consolidés dans le groupe CCF - 103, rue de Grenelle 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOREFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2025.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que SOREFI n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Groupe CCF.

Note 2. – Intérêts produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	5	285
Opérations avec la clientèle	19 318	21 283
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	955
Produits sur prêts subordonnés	-	-
Sous-total	19 322	22 523
Intérêts et charges assimilées		
Opérations avec les établissements de crédit	-16 972	-13 353
Opérations avec la clientèle	7 369	6 414
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	-
Charges sur dettes subordonnées	-2 057	-1 681
Sous-total	-11 660	-8 620
Total	7 662	13 903

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits sur opérations de location simple		
Loyers, indemnités et produits divers	4 388	4 670
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	0	-0
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	135	66
Sous-total	4 523	4 737
Charges sur opérations de location simple		
Intérêts et charges assimilées	-0	-
Dotation aux amortissements	-3 935	-4 267
Dotation aux provisions	-140	6
Moins-values de cessions	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	1
Dotation des dépréciations créances douteuses	-	-23
Sous-total	-4 075	-4 284
Total	449	452

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Total	-	-

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	-1 048	-1 037
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations de change	-	-
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	3 877	3 918
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-	-
Sous-total	2 829	2 882
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-7 595	-7 366
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-115	-120
Sous-total	-7 710	-7 486
Total	-4 880	-4 604

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-	-
Opérations sur instruments financiers	-	-
Sous-total	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins-value sur cession de titres de placement	-	-
Perte sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	1 460	2 037
Prestations intra-groupe & charges refacturées	35	850
Produits accessoires	17	34
Transfert de charges	-	-

Reprises de provisions	-	-
Sous-total	1 512	2 921
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-4 972	-17 634
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-	-
Autres	-0	-92
Dotation & reprise de provisions	-	-
Sous-total	-4 972	-17 726
Total	-3 460	-14 805

Note 8. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges générales d'exploitation		
Charges de personnel	-5 699	-12 228
Frais de personnel	-3 009	-10 247
Charges de retraite	-364	-213
Autres charges sociales	-1 893	-1 754
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-108	-15
Participation et intéressements des salariés	-327	-
Autres frais administratifs	-14 643	-16 067
Autres frais administratifs	-11 406	-13 059
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-3 237	-3 009
Total	-20 342	-28 296

Effectif moyen de l'exercice

	Exercice 2025	Exercice 2024
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	53	51
Cadres	31	35
Total	84	86

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Coût du risque		
Coût du risque sur clientèle	-6 350	4 110
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-2 766	-1 762
Reprises sur provisions sur créances douteuses	-	6 729
Dotations aux provisions sur la clientèle	-6 629	-1 059
Reprises sur provisions sur la clientèle	2 905	113
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur créances amorties	31	36
Actualisation CRC 2005-03	108	54
Décote sur restructurés	-	-
Autres opérations	171	-232
Risque opérationnel	-	-
Cessions de créances	-	-
Total	-6 178	3 878

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Immobilisations financières	-	-
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	21	19
Plus-value	62	86
Moins-value	-41	-67
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	21	19

Note 11. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt sur les bénéfices		
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	-	-

Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

Note 13. – Créances sur les établissements de crédits

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	62 577	114 710
Créances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total	62 577	114 710

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	62 577	114 710
≤ 3 mois	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-

> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Total	62 577	114 710

Note 14. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	319 945	302 628
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	319 945	302 628
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	-	-
Autres crédits	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses	8 439	5 614
Dépréciation des créances sur la clientèle	-5 530	-2 873
Total	322 854	305 370

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	319 945	302 628
Encours douteux (net)	2 909	2 741
Encours douteux (brut)	8 807	6 232
Dont compromis	3 973	2 830
Dépréciation des créances sur la clientèle	-5 530	-2 873
Décote sur encours racheté douteux	-367	-617
Total	322 854	305 370
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-6 926	-3 202

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Sous-total	-	-

Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	1 337	1 147
Autres éléments non ventilables	8 214	2 985
≤ 3 mois	20 842	20 932
> 3 mois et ≤ 1 an	61 199	66 520
> 1 an et ≤ 5 ans	212 503	198 243
> 5 ans	18 760	15 542
Sous-total	322 854	305 370
Total	322 854	305 370

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Sociétés non financières	35 379	471	25 473	431
Entrepreneurs individuels	15 925	73	14 538	214
Particuliers	268 537	2 365	262 140	2 086
Autres agents non financiers	105		150	-
Clientèle financière			327	11
Administrations centrales			-	-
Total	319 945	2 909	302 628	2 741

Passage du bilan social au bilan financier

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Social	Financier	Social	Financier
Encours nets				
Encours sains	248 833	269 354	240 156	254 516
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	248 501	269 022	239 778	254 141
Immobilisation en cours	-	-	-	-
Impayés sains	331	331	375	375
ICNE	1	-	4	-
Encours douteux	3 735	6 590	3 235	5 598
Capital restant dû	-	2 855	-	2 364
Impayés douteux	3 735	3 735	3 235	3 235
ICNE	-	-	-	-
Dépréciations de créances douteuses	-2 703	-4 030	-1 423	-2 516
Sous-total	249 865	271 914	241 968	257 599
Divers				
Marge financière		-20 609		-16 151
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-3 927	-991	-4 070	-926
Dépréciation de CRD douteux	-	-	-55	-95
Complément de provisions	-	-4 376	-	-2 583
Provision pour marge financière négative	-	-	-	-
Total	245 938	245 938	237 844	237 844

Note 15. — Portefeuille de titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		

Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Titres de placement	-	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Titres de placement	-	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de placement	-	-
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	-	-

Décotes et surcotes nettes restant à amortir

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	-	-
Titres d'investissement		
Décote/surcote	-	-
Total	-	-

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 16. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-

Sous-total	-	-
Dont établissements de crédit	-	-
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	0	0
Valeur brute	0	0
Dépréciation	-	-
Sous-total	0	0
Dont établissements de crédit	0	-
Total	0	0

Note 17. – Opérations de crédit-bail et location simple

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	238 796	227 545
Immobilisations (valeur brute)	401 203	385 287
Amortissements cumulés	-162 407	-157 742
Crédit-Bail - Dépréciations des encours	-1 474	-1 032
Crédit-Bail - Décote/Encours racheté	-114	-248
Crédit-Bail - Créances saines (valeur nette)	3 904	2 130
Crédit-Bail - Créances douteuses (valeur nette)	352	793
Créances douteuses (valeur brute)	3 544	3 022
Dont compromis	2 768	2 615
Dépréciation des créances	-2 703	-1 342
Décote sur encours racheté douteux	-489	-886
Sous-total	241 464	229 189
Opérations de location simple		
Location Simple - Immobilisations (valeur nette)	10 565	13 002
Immobilisations (valeur brute)	19 783	22 100
Amortissements cumulés	-9 218	-9 098
Location Simple - Dépréciations des encours	-257	-124
Location Simple - Décote/Encours racheté	-	-
Location Simple - Créances saines (valeur nette)	5	2
Location Simple - Créances douteuses (valeur nette)	227	83
Créances douteuses (valeur brute)	227	219
Dont compromis	164	132
Dépréciation des créances	-	-135
Sous-total	10 540	12 964
Total	252 003	242 153

Note 18. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025			Au 31/12/2024
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-				-
Fonds commercial	-				-
Concessions, licences, logiciels et autres	396				396
Sous-total	396	-	-	-	396

Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	-				-
Immeubles - Hors exploitation	-				-
Matériel et mobilier	1 637	165	-143		1 616
Autres immobilisations corporelles	807				807
Immobilisations corporelles en cours	-				-
Sous-total	2 444	165	-143	-	2 423
Immobilisations financières					
Titres de placement	-				-
Titres d'investissement	-				-
Titres de participation	0				-
Parts dans les entreprises liées	-				0
Sous-total	0	-	-	-	0
Total	2 841	165	-143	-	2 819

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	-364	-63		-301
Sous-total	-364	-63	-	-301
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-1 221	-181	103	-1 142
Autres immobilisations corporelles	-589	-54		-534
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-1 809	-235	103	-1 677
Immobilisations financières				
Titres de placement	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Total	-2 174	-299	103	-1 978

Variation nette des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025			Au 31/12/2024		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	396	-364	31	396	-301	95
Sous-total	396	-364	31	396	-301	95
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-

Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	1 637	-1 221	417	1 616	-1 142	474
Autres immobilisations corporelles	807	-589	219	807	-534	273
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Sous-total	2 444	-1 809	635	2 423	-1 677	747
Immobilisations financières						
Titres de placement	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	0	-	0	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	0	-	0
Sous-total	0	-	0	0	-	0
Total	2 841	-2 174	667	2 819	-1 978	842

(1) Hors créances rattachées

Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	26	26
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	14	-0
Personnel	-42	14
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	-	-
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	909	1 344
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	-	486
Divers douteux	4	4
Total	911	1 873

Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	-	-
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Charges à répartir	274	158
Charges constatées d'avance	12	91
Produits à recevoir	2 211	1 979
Assurances & partenaires	964	821
Produits financiers à terme	-	-
Autres	1 247	1 159
Comptes de régularisation divers	9 251	7 885
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	9 251	7 885
Total	11 747	10 114

Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	65 909	113 493
Dettes à terme	515 892	493 773
Total	581 801	607 266

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	14 892	10 773
Autres éléments non ventilables	65 909	113 493
≤ 3 mois	203 000	-
> 3 mois et ≤ 1 an		40 000
> 1 an et ≤ 5 ans	298 000	443 000
> 5 ans		-
Total	581 801	607 266

Note 22. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
A vue	-	-
A terme	-	-
Autres dettes envers la clientèle	610	200
A vue	610	200
A terme	-	-
Dettes à terme avec clientèle financière	-	-
Total	610	200

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables		168
≤ 3 mois	412	-
> 3 mois et ≤ 1 an	198	23
> 1 an et ≤ 5 ans		9
> 5 ans		-
Total	610	200

Note 23. – Dettes représentées par titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-

Total	-	-
-------	---	---

Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres passifs		
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	32	32
Fournisseurs	404	145
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	1 267	768
Personnel - participation des salariés & intéressement	394	69
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 100	754
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	515	352
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	1 276	1 016
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	733	728
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	-	-
Divers	4 693	4 612
Total	10 414	8 476

Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (passif)		
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	-	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	-	-
Produits constatés d'avance	3 927	4 070
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	3 927	4 070

Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	0	0
Charges à payer	8 755	6 328
Charges financières - Autres	-	-
Commissions et points fidélités	17	-
Refacturation groupe	225	-
Comptes de régularisation divers	8 513	6 328
Total	12 682	10 398

Note 26. – Provisions pour risques et charges

Provisions bancaires et non-bancaires

Provisions bancaires et non-bancaires (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	138		-5	143
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non-bancaire	2 315	2	-2 658	4 971
Sous-total	2 453	2	-2 663	5 114
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	61	61	-232	232
Sur la clientèle	6 926	6 629	-2 905	3 202
Litiges clients	-	-	-	-
Epargne logement	-	-	-	-
Sous-total	6 987	6 690	-3 137	3 434
Total	9 440	6 692	-5 801	8 549

Principales dépréciations déduites de l'actif

Principales dépréciations déduites de l'actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Titres et participations	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Créances	5 530	2 766	-108	2 873
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Clientèle	5 530	2 766	-108	2 873
Crédit-bail	4 178	6 827	-5 023	2 375
Créances douteuses	2 703	1 416	-55	1 342
Immobilisations	1 474	5 410	-4 968	1 032
Locations simples	257	3 264	-3 266	259
Créances douteuses	-	-	-135	135
Immobilisations	257	3 264	-3 131	124
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total	9 965	12 856	-8 398	5 507

Note 27. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	13 622	11 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	9 000	9 000
Dettes rattachées	433	169
Total	23 055	20 169

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	433	169
Autres éléments non ventilables	9 000	9 000
≤ 3 mois		-
> 3 mois et ≤ 1 an		-
> 1 an et ≤ 5 ans		-
> 5 ans	13 622	11 000
Total	23 055	20 169

Note 28. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	8 156	8 156
Capital souscrit non-appelé	-	-
Primes d'émission	22 593	22 593
Réserve légale	816	816
Autres réserves	119	119
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	-11 679	-7 371
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-7 247	-4 308
Total	12 757	20 004

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	543 719	543 719

(En euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	23,46	36,79
Résultat par action	-13,33	-7,92
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux propres	20 004

(En milliers d'euros.)	Variations 2025
Résultat de la période	-7 247
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Capitaux propres	12 757

Proposition d'affectation du résultat

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Avant affectation du résultat	
Report à nouveau	-11 679
Résultat de la période	-7 247
Proposition d'affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-7 247
Après affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-18 926

(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG.

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	62 577	114 710
Dont entreprises liées	62 055	114 710
Dont prêts subordonnés	-	-
Dont participations	-	-
Créances sur la clientèle	322 854	305 370
Dont entreprises liées	0	0
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Total	385 431	420 080
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	581 801	607 266
Dont entreprises liées	581 801	607 147
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	610	200
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-

Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	23 055	20 169
Dont entreprises liées	23 055	20 169
Dont participations	-	-
Total	605 466	627 635

Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-2 057	-1 681
Dont entreprises liées	-2 057	-1 681
Dont participations	-	-
Total	-2 057	-1 681

Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	1 337	1 150
Immobilisations financières	-	-
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	1 337	1 150
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	14 892	10 773
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	433	169
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	15 325	10 942

Note 31. – Résultat des cinq derniers exercices

(En euros.)	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 155 785	8 155 785	8 155 785	8 155 785	8 155 785
Nombre des actions ordinaires existantes	543 719	543 719	543 719	543 719	543 719
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	105 709 554	107 852 726	110 369 082	128 250 040	135 203 590
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2 990 324	2 246 124	-7 701 070	-4 010 923	-1 846 943
Impôt sur les bénéfices	-	655 053	-	-	-
Participation et intéressement des salariés dus au titre de l'exercice	-	373 597	-	-	326 602
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2 513 800	1 356 879	-8 350 099	-4 308 360	-7 246 942

Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	5,50	2,24	-14,16	-7,38	-4,00
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	4,62	2,5	-15,36	-7,92	-13,33
Dividende net attribué à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	96	94	87	86	84
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 779 751	4 817 681	4 661 339	10 247 069	3 008 559
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	2 203 807	2 263 306	2 330 214	1 966 887	2 256 108

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport établi en application de l'article L.821-63, III, du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les éventuelles incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Estimation au titre du risque de crédit des dépréciations des créances clients

La société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI S.A. décrite dans le paragraphe « Dépréciations » de la note 1 de l'annexe aux comptes sociaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport établi en application de l'article L821-63, III du code de commerce

Nous avons établi le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à la connaissance de son destinataire, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également dans le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce la déclaration prévue par l'article L.821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 7 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associé

RSM PARIS
Sébastien MARTINEAU
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au Siège social de la société.